



Soudan

Évaluation environnementale post-conflit



Rapport de synthèse

Évaluation environnementale post-conflit du Soudan

Ce rapport du Programme des Nations Unies pour l'Environnement a été rendu possible par les contributions généreuses des gouvernements de Suède et du Royaume Uni

Rapport de synthèse

Introduction

En janvier 2005, au terme de plus de vingt années d'une guerre civile dévastatrice, le gouvernement central du Soudan à Khartoum et l'Armée de libération du peuple du Soudan basée au Sud ont signé un Accord global de paix. Cet événement décisif – qui a été suivi de l'adoption d'une Constitution provisoire – a rétabli la paix dans la plus grande partie du pays pour la première fois depuis une génération.

Grâce au développement rapide de son industrie pétrolière, le Soudan affiche le taux de croissance économique le plus élevé d'Afrique. Les investissements directs et l'aide internationale commencent à affluer dans le pays, et certaines régions du Soudan connaissent actuellement un développement intense.

Le pays est néanmoins confronté à des défis de taille. Parmi les plus importants se trouvent des problèmes environnementaux tels que la dégradation des sols, la déforestation et les impacts des changements climatiques, qui compromettent sérieusement les perspectives à long terme de paix, de sécurité alimentaire et de développement durable au

Soudan. Il existe en outre des liens complexes mais indéniables entre les problèmes environnementaux et le conflit qui sévit au Darfour, où la violence et l'insécurité continuent de régner malgré la signature d'un accord de paix en mai 2006.

La gestion adéquate et la restauration des ressources naturelles sont des conditions préalables à la consolidation de la paix au Darfour et dans le reste du Soudan, que ce pays doit ériger au rang de priorités nationales s'il veut instaurer une stabilité sociale et une prospérité économique durables.

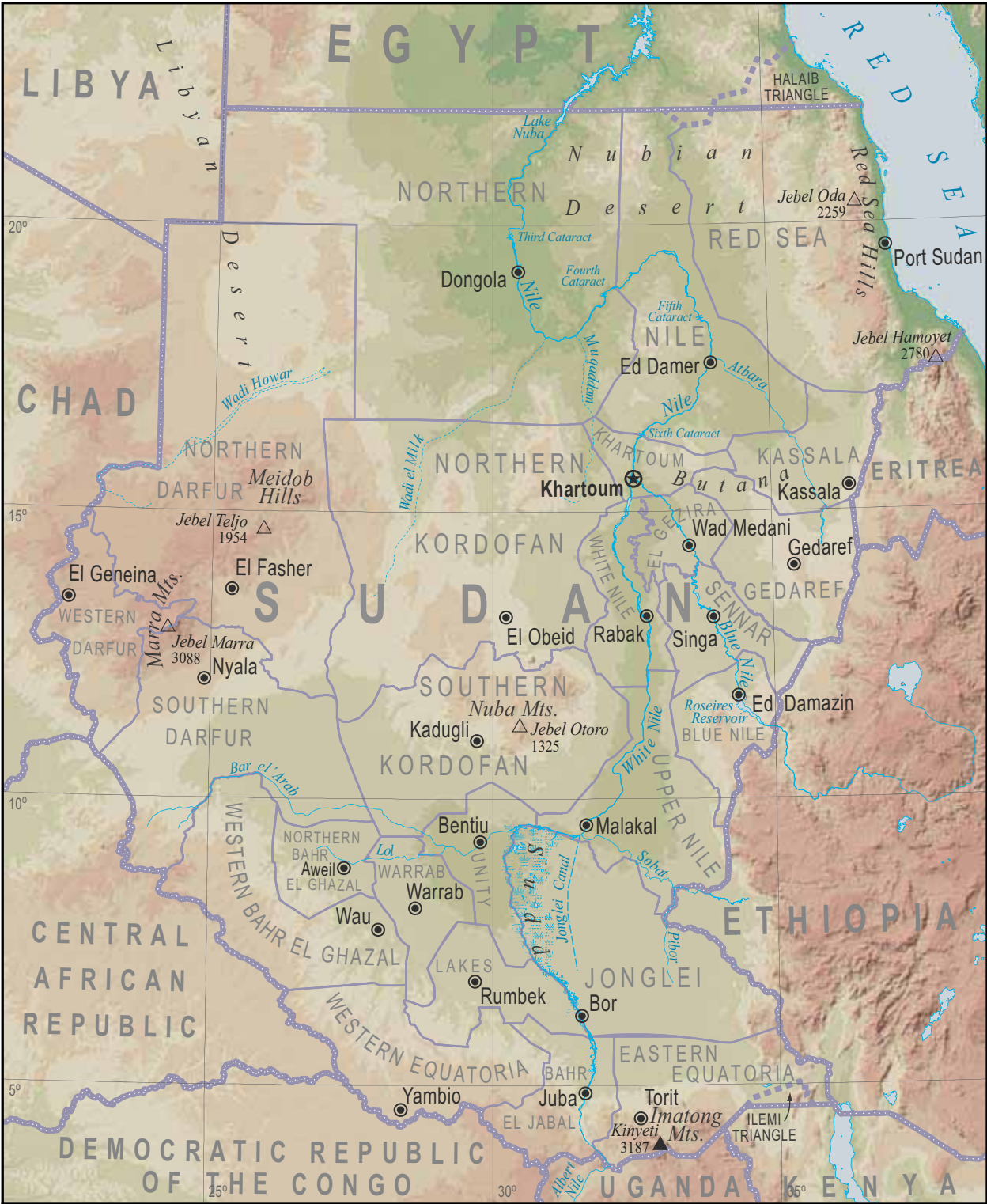
Évaluation environnementale post-conflit

Afin d'obtenir une vision d'ensemble de l'état actuel de l'environnement et de susciter la mise en place de mesures pour surmonter les problèmes environnementaux du pays, le Gouvernement d'Unité Nationale (GONU) et le Gouvernement du Sud-Soudan (GOSS) ont chargé le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) d'effectuer une évaluation environnementale post-conflit au Soudan. L'évaluation du PNUE a ainsi visé à établir une base technique solide pour élaborer des mesures de redressement à moyen terme dans le domaine de la protection de l'environnement et du développement durable.



Un groupe de personnes déplacées sur le Nil Blanc, regagnant le Sud-Soudan après des années de guerre civile

Carte générale du Soudan



The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations.

Legend:

- International boundary
- State boundary
- Administrative boundary
- Marsh
- Lake and reservoir
- River
- Impermanent river
- Canal
- National capital
- State capital

Height in metres: 0, 100, 200, 300, 400, 500, 600, 800, 1000, 2000

Scale: 0, 100, 200, 300, 400, 500 Kilometres
Lambert Azimuthal Equal-Area Projection

Sources: SIM (Sudan Interagency Mapping); FAO; vmapiv0, gns, NIMA; srtm30v2, NASA; void-filled seamless srtm data, International Centre for Tropical Agriculture (CIAT), available from the CGIAR-CSI srtm 90m database; various maps and atlases; UN Cartographic Section.

UNEP/DEWA/GRID-Europe 2006



Les consultations avec des acteurs locaux, comme ici dans le petit village de Mireir, au sud du Darfour, ont fait partie intégrante de l'évaluation du PNUE

Processus d'évaluation

Le processus d'évaluation environnementale post-conflit pour le Soudan a débuté fin 2005. À l'issue d'une étude préliminaire, l'évaluation de terrain a été réalisée entre janvier et août 2006. Plusieurs équipes d'experts ont passé en tout 150 jours sur place, dans le cadre de dix missions de terrain d'une durée comprise entre une et quatre semaines. Les consultations avec les acteurs locaux et internationaux ont constamment été au cœur des activités d'évaluation du PNUE, qui a interrogé plus de 2000 personnes représentant notamment les autorités fédérales, d'État et locales, les ONG, les milieux académiques et scientifiques, les organismes internationaux, les communautés locales, les milieux d'affaires, ainsi que les agriculteurs, les pasteurs et les forestiers.

L'équipe d'évaluation était constituée d'un noyau d'experts du PNUE et d'un grand nombre de partenaires nationaux et internationaux intervenant à divers titres. Ces derniers ont largement contribué à la réussite du projet en effectuant divers travaux sur le terrain, en veillant à ce que l'étude tienne dûment compte des problèmes et des besoins locaux, et en contribuant à la validation des résultats de l'évaluation au plan national. Le PNUE a également collaboré étroitement avec le Gouvernement d'Unité Nationale et le Gouvernement du Sud-Soudan, et s'est attaché à aligner ses activités sur une initiative gouvernementale intitulée « Plan national pour la gestion de l'environnement ».

Résumé des conclusions

L'évaluation a fait ressortir un certain nombre de problèmes environnementaux cruciaux, en étroite corrélation avec les enjeux sociaux et politiques du Soudan.

Étroite corrélation entre environnement et conflit : un enjeu majeur de la crise du Darfour

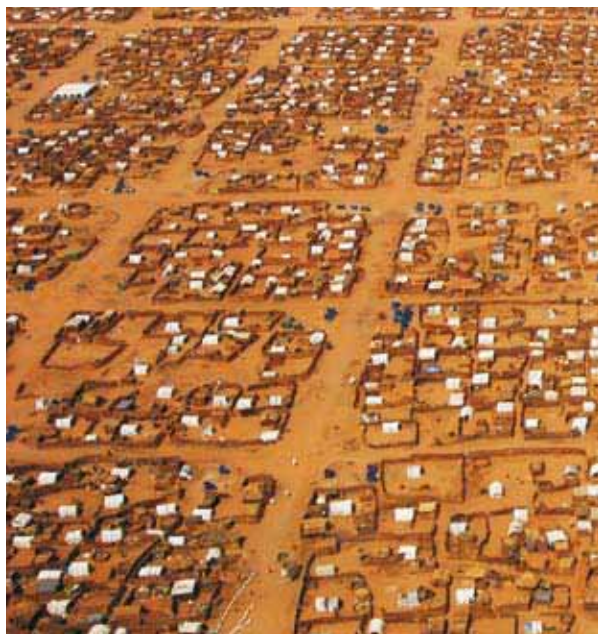
Au Soudan, les liens entre le conflit et l'environnement sont doubles. D'une part, la longue histoire de conflits de ce pays a eu un impact considérable sur l'environnement, dont les répercussions les plus importantes sont indirectes et incluent les déplacements de population, une absence de gouvernance, une surexploitation des ressources et un sous-investissement dans le développement durable.

D'autre part, les problèmes environnementaux ont été et continuent d'être des causes de conflit. La concurrence dont font l'objet les réserves de gaz et de pétrole, les eaux du Nil et le bois, ainsi que les problèmes liés à l'utilisation des terres agricoles sont autant de facteurs qui contribuent à attiser ou à perpétuer le conflit au Soudan. Les controverses sur les terrains de pâturage et les terres agricoles non irriguées dans les zones les plus arides du pays sont une illustration particulièrement frappante de la relation entre la rareté des ressources naturelles et les conflits violents, même si ces facteurs environnementaux sont toujours mêlés à différents problèmes sociaux, politiques et économiques.

L'analyse du PNUE fait ressortir un lien très fort entre la dégradation des sols, la désertification et le conflit au Darfour. Le nord du Darfour – où la croissance démographique exponentielle et le stress environnemental qu'elle engendre créent un terreau favorable au déclenchement de conflits entretenus par des différends politiques, tribaux ou ethniques – est un exemple tragique de l'effondrement social que peut entraîner la destruction de l'environnement. La restauration d'une paix durable dans la région ne pourra se faire sans résoudre les problèmes sous-jacents et interdépendants liés à l'environnement et à la subsistance.

Déplacements de population : impacts majeurs sur l'environnement

Avec plus de cinq millions de personnes déplacées internes et de réfugiés internationaux, le Soudan possède la plus grande population déplacée au monde. Depuis 2003, les déplacements internes ont pris une ampleur sans précédent au Darfour et concernent environ 2,4 millions de personnes. Ces déplacements massifs de population se traduisent par d'intenses souffrances humaines et de graves dommages écologiques. Autour des grands camps – notamment au Darfour – l'environnement a été gravement mis à mal. De plus, l'absence de contrôles et de solutions favorise les violations des droits de



Le Soudan compte la plus importante population de personnes déplacées au monde. Près de deux millions de personnes ont dû quitter leur foyer et se réfugier dans de grands camps comme celui d'Abu Shouk près d'El Fasher, au nord du Darfour

l'homme, les conflits liés aux ressources et l'insécurité alimentaire. Ce phénomène n'est pas nouveau mais il a pris ici une envergure inégalée en raison de l'ampleur des déplacements et de la vulnérabilité particulière de l'environnement aride du Nord-Soudan.

Qui plus est, le retour en masse des Soudanais du Sud après la cessation des hostilités risque d'entraîner une nouvelle vague de dégradation de l'environnement dans les zones les plus fragiles.

Désertification et changements climatiques régionaux : facteurs de pauvreté et de conflit

On estime que la limite entre la zone désertique et semi-désertique s'est déplacée de 50 à 200 km vers le sud depuis les premiers relevés de précipitation et de végétation effectués dans les années 1930, et que ce déplacement va se poursuivre sous l'effet de la diminution de la précipitation. Dans les zones semi-désertiques restantes et dans la savane à faible pluviosité, qui représentent près d'un quart des terres cultivables du Soudan, la désertification risque fort de progresser. On prévoit de fait une baisse importante de la production alimentaire (environ 20 pour cent). À cela s'ajoutent des preuves de plus en plus nombreuses attestant que la baisse des précipitations due à la modification du climat régional a été un facteur de stress considérable pour les sociétés pastorales (en particulier au Darfour et au Kordofan), et a ainsi contribué aux conflits.

Catastrophes naturelles : vulnérabilité et impacts grandissants

Au cours des dernières décennies, le Soudan a connu de nombreuses longues sécheresses dévastatrices qui ont ébranlé la sécurité alimentaire ; ces épisodes de sécheresse sont étroitement liés aux déplacements de population et aux conflits qu'ils suscitent. La vulnérabilité à la sécheresse est exacerbée par la tendance à privilégier la taille plutôt que la qualité des troupeaux, ainsi que par le manque de sources d'eau sûres, par exemple des points d'eau profonds utilisables lors de courtes périodes de sécheresse.

Malgré une grave pénurie d'eau, les inondations ne sont pas non plus rares au Soudan. Les plus dévastatrices sont celles causées par les crues du Nil Bleu, qui sont dues à la déforestation et au surpâturage en amont du fleuve. L'un des principaux impacts de la dégradation du bassin versant et des crues qui y sont associées est la grave érosion des berges dans la bande riveraine étroite mais fertile du Nil.

Agriculture : grave dégradation des sols due à la pression démographique et à un développement mal géré

L'agriculture, qui est le principal secteur économique du Soudan, est au cœur de certains des problèmes environnementaux les plus graves et les plus chroniques du pays dont : les différentes formes de dégradation des sols, l'érosion des berges, les espèces envahissantes, la mauvaise gestion des pesticides dans les grands réseaux d'irrigation et la pollution de l'eau. L'agriculture pluviale mécanisée, qui couvre environ 6,5 millions d'hectares et souffre de désorganisation et de mauvaise gestion, a eu des effets particulièrement dévastateurs qui ont causé un déboisement à grande échelle, une perte de la diversité biologique et une grave dégradation des sols.

De plus, l'augmentation spectaculaire du nombre de têtes de bétail, passé de 28,6 millions en 1961 à 134,6 millions en 2004, a entraîné une dégradation généralisée des pâturages. Enfin, l'inadéquation des régimes fonciers ruraux est la cause sous-jacente de nombreux problèmes écologiques et un obstacle de taille à l'utilisation durable des terres, car les paysans ne sont pas motivés à investir dans les ressources naturelles et à les protéger.



Le Sud-Soudan a pour l'instant conservé l'essentiel de son couvert forestier mais la déforestation progresse rapidement. Lorsque l'agriculture cesse d'être durable, le couvert forestier disparaît à jamais, comme ici dans la région de Wau, dans le Bahr el Ghazal occidental



Paysage typique de l'agriculture mécanisée à Dali, État de Sennar. Au Soudan, environ 6,5 millions d'hectares de savane ont été défrichés pour l'agriculture pluviale mécanisée

Ressources forestières : déforestation intensive dans les régions arides, risques et perspectives dans le Sud

Au Soudan, le taux de déforestation est estimé à 0,84 pour cent par an à l'échelle nationale et à 1,87 pour cent par an dans les régions couvertes par l'étude de cas du PNUE. Cette situation est largement imputable aux besoins énergétiques et au défrichement des terres pour l'agriculture. Entre 1990 et 2005, le Soudan a perdu 11,6 pour cent de son couvert forestier, soit environ 8 835 000 hectares. Au niveau régional, les deux tiers des forêts du nord, du centre et de l'est du pays ont disparu entre 1972 et 2001. Au Darfour, un tiers du couvert forestier a été détruit entre 1973 et 2006. Le Sud-Soudan a quant à lui perdu 40 pour cent de ses forêts depuis l'indépendance du pays, et le phénomène se poursuit, en particulier à proximité des grandes villes. L'extrapolation de ces taux de déforestation indique que le couvert forestier pourrait régresser de plus de 10 pour cent par décennie. Dans les régions exposées à des pressions extrêmes, le PNUE estime qu'il pourrait même disparaître totalement d'ici dix ans.

Ces tendances négatives témoignent des graves menaces qui pèsent sur cette ressource si précieuse, dont dépendent totalement les populations rurales

et une grande partie de la population urbaine pour la satisfaction de leurs besoins en énergie. Autre source de préoccupation : l'utilisation grandissante de bois pour la fabrication de briques dans toutes les régions du Soudan. Au Darfour, par exemple, la fabrication de briques assure la subsistance de nombreux habitants des camps de déplacés mais contribue aussi à une grave déforestation locale. Géré correctement, pourtant, le secteur forestier pourrait offrir des possibilités non négligeables de développement économique et de commerce durable entre le nord et le sud.

Barrages et projets liés à l'eau : principaux impacts et liens avec le conflit

Le PNUE considère que le plus grave défi écologique auquel va devoir faire face le Soudan dans le secteur des ressources en eau est celui de la construction prévue ou en cours d'une vingtaine de grands barrages. Si sa production en électricité sera sans aucun doute très bénéfique pour le pays, le barrage de Merowe illustre bien les préoccupations écologiques et sociales suscitées par l'ambitieux programme national de construction de barrages. Bien que ce soit la première fois qu'une étude d'impact sur l'environnement ait été entreprise au Soudan pour un projet de construction de barrage, le processus n'a pas satisfait aux normes internationales, et aurait bénéficié de plus de transparence et de consultations publiques. Les principaux problèmes écologiques posés par le barrage

de Merowe incluent la limitation des apports en limon, sédiment nécessaire à l'agriculture de récession; la sédimentation du réservoir ; et la grave érosion des berges causée par d'importants lâchers d'eau sur de courtes périodes.

Outre ces problèmes, il faut savoir que la capacité active de stockage de l'ensemble des réservoirs des barrages du Soudan (à l'exception de Jebel Aulia) est gravement affectée par le dépôt de sédiments. Les barrages sont aussi à l'origine d'une importante dégradation des habitats en aval, en particulier dans les zones humides maya du Nil Bleu et les forêts riveraines de palmiers doum sur le cours inférieur de l'Atbara.

Le tristement célèbre projet de construction du canal de Jonglei, qui a démarré au début des années 1970, a eu une incidence directe sur le déclenchement de la guerre civile entre le nord et le sud. Étant donné qu'il n'a jamais été achevé, ses impacts prévus sur les zones humides du Sudd ne se sont jamais matérialisés. Le lit inachevé du canal, qui n'est relié à aucun cours d'eau ou plan d'eau important, n'est aujourd'hui qu'un gigantesque fossé et un talus faisant obstacle à la migration de la faune sauvage. Il vaudrait néanmoins la peine de se pencher sur les enseignements tirés de ce projet, et de s'en inspirer dans les efforts de consolidation de la paix entre le nord et le sud, d'autant que la volonté de reprendre ce projet existe toujours, y compris chez certains partenaires internationaux.



Cette excavatrice géante utilisée pour les travaux du canal de Jonglei repose aujourd'hui à l'état d'épave dans le lit du canal

Santé environnementale et questions urbaines : urbanisation rapide et chaotique, et problèmes chroniques de déchets et d'assainissement

Une expansion urbaine non contrôlée, des problèmes chroniques de gestion des déchets solides et l'absence de traitement des eaux usées constituent les principaux enjeux écologiques des centres urbains du Soudan. La croissance exponentielle de la capitale, Khartoum, se poursuit inexorablement ; 64 pour cent de la population urbaine du pays se concentre déjà dans cette zone. Les principales villes du Sud-Soudan connaissent également une croissance rapide alimentée par le retour des déplacés, estimés à 300 000 fin 2006. Au Darfour, les deux millions de déplacés se trouvent pour la plupart en périphérie des zones urbaines, dont plusieurs ont vu leur population augmenter de plus de 200 pour cent ces trois dernières années.

Le traitement des eaux usées laisse à désirer dans toutes les villes du Soudan et les pratiques de gestion des déchets solides présentent de graves lacunes dans tout le pays. Le plus souvent, des débris de toutes sortes s'accumulent près de leur lieu d'origine et sont périodiquement brûlés. Ces problèmes d'assainissement se traduisent notamment par une incidence élevée des maladies d'origine hydrique, qui représentent jusqu'à 80 pour cent des maladies déclarées au Soudan.

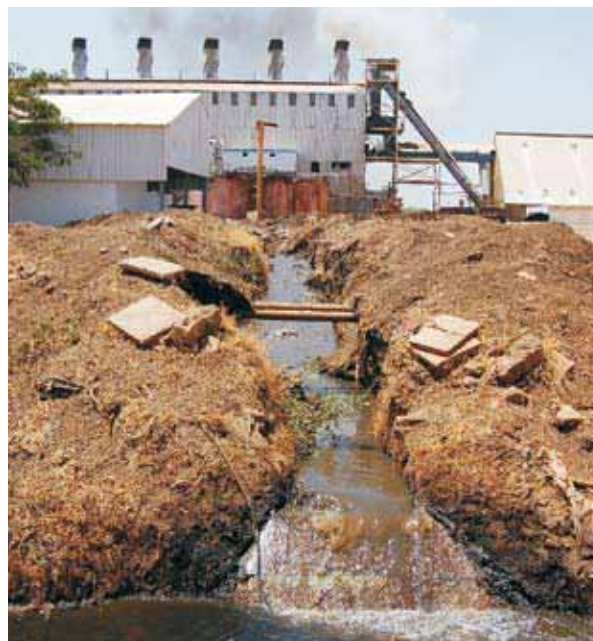


La plupart des grands camps non officiels de la région de Khartoum disposent d'un accès très limité à l'eau et sont dépourvus de réseaux d'égouts et de système d'élimination des déchets

Pollution industrielle : problème de plus en plus préoccupant et enjeu de taille pour l'industrie pétrolière naissante

Les effets de l'absence quasi-totale de gouvernance environnementale dans le secteur industriel avant 2000 se font nettement sentir aujourd'hui. Bien que la situation se soit améliorée depuis quelques années, le PNUE estime que de gros progrès restent à faire au niveau de l'élaboration des projets, des études d'impact, du fonctionnement des installations anciennes et publiquement gérées, et dans l'influence exercée sur les politiques et les méthodes de gestion aux plus hauts niveaux du gouvernement.

Le développement industriel du Soudan ayant été relativement limité jusqu'à présent, les dégâts causés à l'environnement sont restés modérés, mais la situation pourrait s'aggraver rapidement avec la croissance générée par les revenus du pétrole. Le rejet des eaux usées des usines et l'élimination de l'eau produite, associée à l'extraction du pétrole brut, constituent des problèmes très préoccupants, d'autant plus que les installations de traitement des eaux usées de l'industrie font défaut, même à Khartoum. Les effluents industriels sont généralement déversés dans le réseau d'évacuation des eaux usées domestiques, quand un tel réseau existe.



Les effluents non traités de l'usine sucrière d'Assalaya sont déversés dans le Nil Blanc



Babouin dans le Parc national de Dinder, État du Sennar. Le niveau de protection effectif est très variable mais généralement faible dans l'ensemble du pays et le braconnage sévit dans tous les grands parcs

Parmi les autres problèmes figurent les émissions atmosphériques polluantes et l'élimination des déchets dangereux et solides. Bien que le PNUE ait constaté des performances environnementales généralement inférieures aux normes admises dans la plupart des sites industriels, il a aussi observé dans certaines usines du secteur pétrolier, sucrier et du ciment des cas de méthodes de gestion de l'environnement responsables.

Faune sauvage et sites protégés : biodiversité appauvrie, mais quelques sites et populations d'espèces sauvages d'importance internationale

Au cours des dernières décennies, la faune sauvage et ses habitats ont été sérieusement mis à mal. Au nord et au centre du Soudan, les plus graves dommages ont été infligés par la destruction et la fragmentation des habitats liées à l'agriculture et au déboisement. Les espèces sauvages de grande taille ont pratiquement disparu et sont presque entièrement confinées au cœur de sites protégés et de régions désertiques isolées. Au Sud, une chasse

incontrôlée et non durable a décimé les populations de faune sauvage et causé l'éradication locale de nombreuses espèces de grande taille telles que l'éléphant, le rhinocéros, le buffle, la girafe, l'éland et le zèbre. Toutefois, les populations restantes de faune sauvage du Soudan, y compris d'immenses troupeaux de cobes de Buffon et de damalisques, revêtent une importance internationale.

Une cinquantaine de sites répartis à travers le pays – couvrant respectivement 10 et 15 pour cent de la superficie du nord et du sud – sont officiellement protégés. Dans la pratique, toutefois, le niveau de protection dont bénéficient ces zones va de faible à négligeable et, dans plusieurs cas, n'existe que sur le papier. Nombre de ces zones importantes se situent dans des régions qui ont été affectées par des conflits et qui ont donc souffert du non-respect de la primauté du droit. À trois exceptions près (Parcs nationaux de Dinder, de Sanganeb et de Dongonab Bay), les données sur les espèces sauvages et les sites protégés sont pour l'heure insuffisantes pour permettre la mise en place de plans de gestion adéquats.

Milieu marin : un écosystème largement intact, mais menacé

Le PNUE estime que l'état du milieu marin et côtier du Soudan est, dans l'ensemble, relativement satisfaisant, les récifs coralliens étant les écosystèmes les mieux préservés du pays. Cependant, l'expansion rapide de l'économie et de la navigation axées sur Port Soudan et les infrastructures d'exportation de pétrole pourraient rapidement altérer la situation environnementale. Une dégradation soutenue se poursuit dans la zone aménagée qui va de Port Soudan à Suakin, et les symptômes du surpâturage et de la dégradation des sols sont aussi omniprésents sur la côte que dans les régions arides du pays. Les mangroves, par exemple, subissent actuellement de fortes pressions sur toute la côte. Autres sources de préoccupation : la pollution d'origine terrestre et les risques de marée noire.

Gouvernance environnementale : autrefois faible, aujourd'hui à un tournant décisif

En donnant au Gouvernement du Sud-Soudan et aux États du Soudan une responsabilité étendue et explicite dans le domaine de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles, l'Accord global de paix et la nouvelle Constitution provisoire ont largement modifié le cadre de la gouvernance environnementale au Soudan et ont aidé à créer des conditions favorables à la réforme.

Au plan national, le Soudan devra encore résoudre nombre de problèmes pour pouvoir remplir les obligations internationales qui découlent des traités et conventions ratifiés ces trente dernières années. Bien que les autorités responsables des réglementations possèdent un niveau élevé de compétences techniques et de connaissances dans le domaine de l'environnement, et qu'elles puissent s'appuyer sur un certain nombre de lois en la matière, elles manquent cruellement de ressources et connaissent de sérieux problèmes structurels.

Au Sud-Soudan, la gouvernance environnementale en est à ses balbutiements mais semble bien partie. Un soutien intersectoriel et de haut niveau existe et le PNUE estime que les nouvelles structures devraient convenir.

Environnement et aide internationale : réduire l'impact environnemental des opérations de secours et améliorer la réponse des Nations Unies aux problèmes écologiques

L'évaluation environnementale du programme d'aide internationale au Soudan a révélé de nombreux problèmes qui doivent impérativement

être résolus pour éviter que l'aide internationale ne porte par inadvertance préjudice à l'environnement, et pour mieux rentabiliser les dépenses faites dans le secteur environnemental. L'analyse du PNUE montre que même si la plupart des projets d'assistance menés au Soudan n'ont pas d'impact significatif sur l'environnement, certains d'entre eux ont des effets manifestes et l'impact global du programme est considérable.

L'impact environnemental de l'aide alimentaire, dont bénéficient environ 15 pour cent de la population, et d'autres formes de secours d'urgence, ainsi que l'incidence prévue des diverses options envisageables pour passer de la dépendance alimentaire à des moyens de subsistance autonomes et durables, sont autant de problèmes importants et très complexes. Le Soudan est en effet actuellement prisonnier d'un cercle vicieux de dépendance vis-à-vis de l'aide alimentaire, du sous-développement agricole et de la dégradation de l'environnement. Les choses étant ce qu'elles sont, si l'aide venait à être réduite pour encourager le retour à l'agriculture, certaines régions connaîtraient une insécurité alimentaire et une accentuation de la dégradation des sols, avec une forte probabilité d'échec et de déplacement secondaire.

L'intégration de considérations environnementales dans le programme actuel des Nations Unies au Soudan est encore loin d'être suffisant. De plus, si celles-ci sont reconnues et bienvenues, les dépenses relatives à l'environnement se heurtent à des problèmes de gestion qui en réduisent l'efficacité. L'amélioration de la coordination et l'intégration de considérations environnementales doivent être des priorités pour des Nations Unies et ses partenaires pour éviter que l'aide internationale ne porte préjudice à l'environnement au Soudan et pour qu'elle permette de mieux reconstruire.

Recommandations générales

1. **Investir dans la gestion environnementale afin de soutenir une paix durable au Darfour et d'éviter les conflits liés aux ressources naturelles dans le reste du Soudan.** Sachant que la dégradation de l'environnement et la raréfaction des ressources sont parmi les causes du conflit au Darfour, des mesures concrètes visant à atténuer ces problèmes doivent être considérées comme des instruments indispensables à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix. Le Darfour et le reste du pays ont besoin de mesures d'adaptation aux changements climatiques et d'un développement



Distribution de nourriture dans le camp de déplacés d'Um Shalaya, dans l'ouest du Darfour. Plus de six millions de Soudanais dépendent de l'aide alimentaire fournie par la communauté internationale

rural écologiquement durable pour faire face à l'évolution des conditions environnementales et éviter les conflits liés à l'accès aux ressources naturelles de plus en plus rares.

- 2. Renforcer les capacités à tous les niveaux de gouvernement et améliorer la législation pour éviter que la reconstruction et le développement économique n'intensifient les pressions sur l'environnement et ne mettent en danger la subsistance des générations actuelles et futures.** Le nouveau contexte de gouvernance offre une occasion unique d'intégrer les principes du développement durable et les meilleures pratiques de la gestion environnementale dans l'architecture de la gouvernance au Soudan.
- 3. Les autorités nationales et régionales devraient progressivement assumer plus de responsabilité en matière d'investissement pour l'environnement et le développement durable.** L'injection des revenus pétroliers a nettement amélioré la situation financière du Gouvernement d'Unité Nationale et du

Gouvernement du Sud-Soudan, leur permettant de concrétiser la réforme.

- 4. Tous les projets de secours et de développement des Nations Unies au Soudan devraient prendre l'environnement en considération afin d'améliorer l'efficacité du programme des Nations Unies dans le pays.** Une meilleure coordination et l'intégration de considérations environnementales sont nécessaires pour garantir que l'aide internationale ne porte pas atteinte à l'environnement au Soudan.

Conclusions

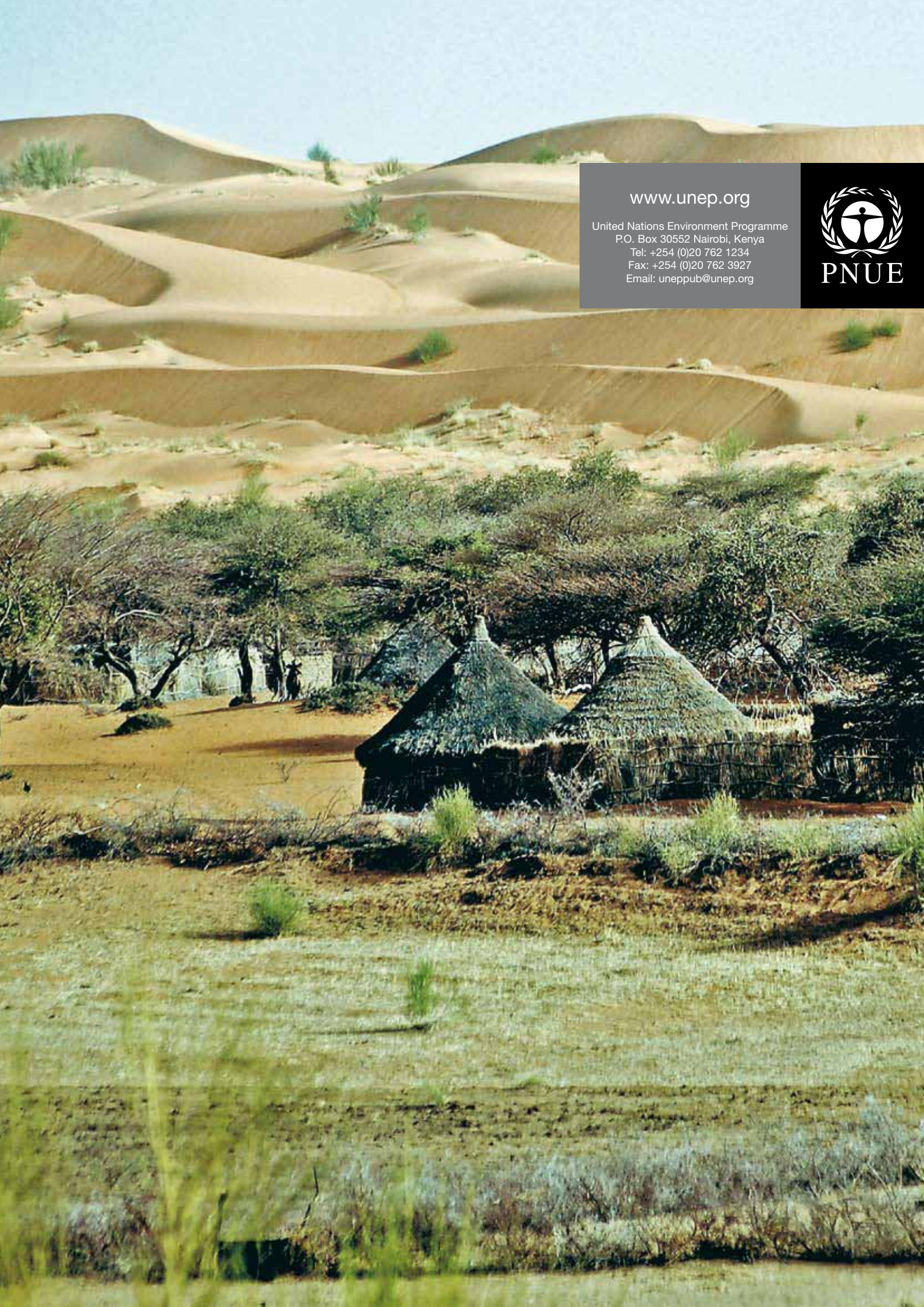
Le Soudan se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins. Bien qu'il soit confronté à des défis de taille dans le domaine de l'environnement, la combinaison de l'Accord global de paix de 2005 avec le boum pétrolier représente une occasion importante de mener à bien un changement positif.

La gestion durable des ressources naturelles du pays est un élément de solution pour parvenir à la stabilité sociale, ainsi qu'à des moyens de subsistance économique et un développement qui soient durables. Pour y parvenir, il faudra toutefois qu'une compréhension globale des questions environnementales soit solidement ancrée dans la culture, les politiques, les plans et les programmes du Gouvernement du Soudan et de ses partenaires internationaux tels que les Nations Unies.

Cela exigera un processus à long terme et un engagement sur plusieurs années de la part tant du Gouvernement soudanais que de ses partenaires internationaux. En tant que spécialiste des questions environnementales au sein des Nations Unies, le PNUE est disposé à aider le Gouvernement et le peuple soudanais, ainsi que leurs partenaires internationaux, à mettre en œuvre les recommandations formulées à la lumière de cette évaluation.

Accéder à d'autres informations

Ce document est un résumé succinct des conclusions de l'évaluation environnementale post-conflit menée par le PNUE au Soudan. Le rapport principal, qui inclut des recommandations détaillées et sectorielles, peut être consulté sur le site Internet spécifique au Soudan du PNUE : <http://sudanreport.unep.ch>. D'autres renseignements sur l'état de l'environnement au Soudan sont également disponibles sur ce site, y compris des rapports techniques, une bibliographie, plus de mille photographies et un petit documentaire.



www.unep.org

United Nations Environment Programme
P.O. Box 30552 Nairobi, Kenya
Tel: +254 (0)20 762 1234
Fax: +254 (0)20 762 3927
Email: unepub@unep.org

